



Pétition: Plaidoyer en faveur d'une politique économique durable et solidaire

Promouvoir la prospérité nécessite un instrument de mesure efficace

Pourquoi le PIB est-il un mauvais indice de la politique économique ?

Le modèle statistique actuel considère encore toujours le 'Produit Intérieur Brut' (PIB) comme un indicateur fiable de la prospérité sociétale. Mais la mesure du PIB présente de sérieuses lacunes qui ont déjà bien souvent mené à des conclusions politiques erronées. Nous tentons de résumer nos principales objections.

PRIMO. Le PIB est un mauvais indicateur pour mesurer la réelle prospérité économique d'une économie nationale. Le calcul du PIB est fondé sur la valeur monétaire ajoutée, tandis que les valeurs sociales et écologiques qui ne se traduisent pas directement en termes monétaires ne sont pas prises en considération. Le PIB totalise toutes les activités économiques formelles sans tenir compte de leur caractère positif ou négatif. Ainsi, selon le PIB nous nous enrichissons, par exemple, grâce aux dépenses provoquées par une collision en chaîne ou par une catastrophe pétrolière.

D'autre part, le PIB ignore toute une série d'activités qui stimulent effectivement la prospérité mais qui ne s'inscrivent pas dans l'économie formelle. Les activités de reproduction et de santé, qui sont essentielles pour toute société et sur lesquelles les fonctions économiques 'productives' se fondent, ne sont pas prises en compte. Il en va de même pour les services de l'environnement qui assurent gratuitement des fonctions écologiques, par exemple pour la propreté de l'eau, la pureté de l'air, la stabilité du climat, le recyclage des nutriments. Ce n'est que lorsque ces fonctions ont subi des dégâts et que des activités économiques sont nécessaires pour les rétablir – pour autant que cela soit possible – que le PIB s'accroît. N'est-ce pas le comble de l'illogisme ?

Enfin, les chiffres du PIB ne fournissent aucune information au sujet de la répartition des revenus. Un pays avec une croissance astronomique qui profite à une petite minorité sera du point de vue du PIB bien classé même si l'inégalité sociale y est scandaleuse. C'est ainsi que la croissance économique mesurée par le PIB peut parfois en réalité être 'une croissance non-économique', une croissance dont les profits marginaux ne compensent plus les frais marginaux.

SECUNDO. Des travaux sociologiques relatifs au bien-être subjectif ont démontré que l'argent à partir d'un certain montant ne rend pas réellement heureux. Lorsque dans différents pays, à un moment donné, on compare le niveau moyen de bien-être au niveau moyen de revenus par habitant, on constate pour les revenus très faibles une forte hausse du niveau de bien-être lors d'une hausse des revenus. A partir d'un certain seuil la courbe du bien-être s'aplatit néanmoins, ce qui signifie donc qu'une hausse ultérieure des revenus n'a plus qu'un effet mineur. Si dans un pays 'riche' déterminé, l'évolution dans le temps de la satisfaction de vie est étudiée, on constate que malgré une forte croissance du PIB moyen par habitant le niveau de bonheur ne s'accroît plus. Par conséquent dans les pays riches la croissance du PIB est très inefficace pour accroître le bien-être subjectif des habitants.

TERTIO. Raisonner en termes de PIB national est néfaste sur le plan mondial. Une croissance économique globale est réputée nécessaire pour combattre la pauvreté dans le monde. La réalité démontre au contraire que la croissance économique mondiale est très inefficace pour réduire la pauvreté. C'est aussi le message principal émis dans la récente étude de la New Economics Foundation : réduire la pauvreté d'un dollar a exigé au cours de la période de 1990 à 2001 166 dollars de croissance économique mondiale du PIB. La dispersion des effets de la croissance économique est sur le plan mondial pratiquement nulle. De plus, il s'agit souvent d'une croissance économique qui entraîne un coût environnemental énorme qui de plus frappe les plus pauvres d'une manière disproportionnée.

QUARTO. Les données scientifiques disponibles démontrent que, déjà maintenant, l'impact environnemental mondial excède la soutenabilité durable de la planète, le réchauffement global et la perte rapide de la biodiversité en sont les deux conséquences les mieux connues. De plus, environ 80% de l'impact environnemental total est causé par les 25% les plus riches de la population mondiale. Cette catégorie de consommateurs se mondialise. Dans les pays émergents tels que la Chine et l'Inde, nous comptons environ 400 millions de 'nouveaux consommateurs'. Sur notre planète avec une soutenabilité écologique limitée, l'impact écologique de cette classe de consommateurs ne pourra pas se généraliser à toute la population mondiale. Pour assurer une vie conforme à la dignité humaine les 75% les plus pauvres de la population mondiale ont droit à une plus grande part de la disponibilité écologique. Le principe de la durabilité écologique exige, en outre, que la charge biophysique totale de l'économie mondiale ne s'accroisse plus, puisque la soutenabilité mondiale est déjà maintenant dépassée. Pour ce scénario (équité mondiale + durabilité écologique) des scientifiques ont calculé que la consommation de matériaux et d'énergie par l'économie occidentale devra diminuer d'un facteur 10 (par conséquent 90% en moins). Cette donnée scientifique se concilie difficilement avec une croissance infinie du PIB. Une autre économie est instamment nécessaire.

CONCLUSION. Le modèle actuel de croissance, fondé sur le PIB (1) mène de plus en plus souvent à 'une croissance non-économique', (2) ne contribue que peu au bien-être des gens dans les pays industrialisés, (3) n'a sur le plan mondial qu'un effet négligeable sur la réduction de la pauvreté, et (4) est écologiquement incorrect. Les économistes et toute la société devraient par conséquent récuser avec vigueur le PIB comme indicateur de la politique économique. Il n'empêche qu'aujourd'hui encore ce système constitue la base analytique du calcul des programmes et des projets budgétaires des partis politiques. De même au niveau Européen comme le témoigne l'objectif inconditionnel de croissance de 3% de la stratégie de Lisbonne.

Un autre modèle de calcul s'impose, un modèle qui ne se limite pas à la simple prise en considération de transactions monétaires. On peut dès maintenant proposer d'utiliser un ensemble d'indicateurs qui tiennent compte des différentes dimensions d'un véritable développement durable : la réelle prospérité économique, une durabilité écologique, la prospérité de l'être humain et le bien-être subjectif. N'est ce pas étrange que de tels indicateurs existent depuis longtemps ? Nous nous référons, respectivement, à l'indice de Prospérité Economique Durable, l'Empreinte Ecologique, l'indice de Développement Humain et l'indice de Satisfaction de Vie. Même la Banque Mondiale a dans son récent rapport 'Where is the wealth of nations ?' souligné l'importance de l'utilisation de tels indices pour calculer la durabilité de l'activité économique.

En ce qui concerne la mesure de la prospérité économique, **l'indice de Prospérité Economique Durable (ISEW)** est un sérieux candidat pour remplacer le PIB. Cet indicateur fait la distinction entre les activités économiques positives et négatives, prend en compte les activités informelles d'accroissement de la prospérité et également l'inégalité de la répartition des revenus. La perte de 'capital naturel' est aussi reprise dans le calcul. Mais bien que l'IPED soit bien meilleur, il n'est bien sûr pas parfait.

Aussi nous désirons également attirer l'attention sur la notion de **Revenu National Durable (RND)**, issue des travaux de plusieurs années et internationalement reconnus du Dr. Roefie Hueting. Le RND, contrairement à l'indice de Prospérité Economique Durable, n'est pas fondé sur le PIB actuellement en vigueur avec un nombre de ses nécessaires corrections, mais sur la supposition – exacte - qu'un bon nombre de priorités humaines relatives à l'environnement et à l'utilisation des matières premières et de l'énergie ne sont pas reconnues ou valorisées par le marché (limitons nous à citer l'avenir de nos enfants et petits enfants). Ainsi, il est possible de calculer le revenu national en accord avec l'ensemble de ces priorités. Ce revenu national durable hypothétique s'avère inférieur de dizaines de pourcentage au revenu national que nous connaissons actuellement.

Quoiqu'il en soit, nous plaillons pour une autre méthode de calcul. Une volonté politique est indispensable, en général elle ne s'exprime qu'à condition d'une large portée sociale.

Grâce à un modèle de calcul ancré sur des valeurs telles que la durabilité écologique, l'équité sociale et la responsabilité mondiale, il sera possible de formuler et de poursuivre une autre et une meilleure politique économique. Les effets néfastes de notre 'progrès économique' ne peuvent pas plus longtemps être ignorés. Il s'agit d'une condition sine qua non pour un véritable développement durable. Récemment le droit au Développement Durable a été inscrit dans la Constitution Belge. Par conséquent également une politique en vue de la réalisation d'un Développement Durable.

Premiers signataires :

Leida Rijnhout (coordinatrice VODO), Guy Capals (UCOS) Ward Bosmans (coordinateur Terra Reversa), Alma De Walsche (journaliste MO*, Terra Reversa), Vera Dua (présidente de Groen!), Bart Martens (parlementaire flamand, sp.a), Magda Aelvoet (membre du bureau Groen! Brabant flamand, Ministre d'Etat), Dirk Van der Maelen (chef de groupe sp.a à la Chambre) Mathias Bienstman (collaborateur de la campagne Netwerk Vlaanderen), André Bogaert (citoyen inquiet, Terra Reversa), Veerle Breemeersch (citoyen attentif, Terra Reversa), Emmelien Callewier (psychologue, équipe R-T), Bart Coenen (rédaction de Velt), Patrick Cohen (au nom d'Attac Vlaanderen), Jan Cuykens (psychologue, président des seniors Groen d'Anvers), Ludo De Brabander (vzw Vrede), Louis De Bruyn (président de Wervel), Pascal De Bruyne (collaborateur éducatif d'Oxfam Solidariteit, Terra Reversa), Jan De Coninck (géologue), Vicky De Meyere (anthropologue, Centre de Santé Mentale de Bruxelles), Saïd El Khadraoui (parlementaire européen sp.a), Dirk Geldof (sociologue, collaborateur politique Groen!), Gert Goeminne (docteur en physique, Ecolife vzw), Dirk Holemans (Victoria Deluxe), Roger Jacobs (philosophe, auteur), Els Keytsman (économiste, collaborateur politique Groen!), Leen Laenens (présidente d'Oxfamwereldwinkels), Jeroen Lavreysen (citoyen attentif, Terra Reversa), Francine Mestrum (lecteur ULB, Conseil Scientifique Attac-Vlaanderen), Frank Monsecour (lecteur leefmilieu), Jef Peeters (chargé de cours philosophie et éthique à la Katholieke Hogeschool Leuven, rédacteur en chef d'Oikos), Jan Rutgeerts (Global Society vzw), Bart Staes (parlementaire européen Groen!), Gerlinda Swillen (présidente du Masereelfonds, Jan Turf (coordinateur politique Bond Beter Leefmilieu), John Vandaele (journaliste-auteur), Paul Vanden Bavière (journaliste, Uitpers,, Saar Van Hauwermeiren (BBL), Anne Van Lancker (parlementaire européenne sp.a), Pieter-Jan Van de Velde (administrateur Oxfam Wereldwinkels vzw), Jeanneke van de Ven (coordinatrice Aardewerk), Jenny Walry (publiciste)

Une initiative de :

Peter Tom Jones (chercheur postuniversitaire à la KULeuven, co-auteur de Terra Incognita), Dirk Barrez (auteur de Ik wil niet sterven aan de XXste eeuw et de la lettre électronique PALA relative à la globalisation mondiale).